ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 11 juin 1998, d'une demande d'avis sur :

1° un projet d'arrêté royal "concernant les concours et les examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des membres des greffes et des secrétariats des parquets et du personnel des greffes et des secrétariats des parquets" (L. 27.867/2);

2° un projet d'arrêté ministériel "fixant la composition du jury, le programme et le règlement des concours de recrutement pour les grades d'assistant de médiation et assistant social" (L. 27.868/2);

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 11 juni 1998 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over :

1° een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van de leden van de griffies en van de parketsecretariaten en van het personeel van de griffies en de parketsecretariaten" (L. 27.867/2);

2° een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de samenstelling van de examencommissie en van het programma van de vergelijkende wervingsexamens voor de graden van bemiddelingsassistent en maatschappelijk assistent" (L. 27.868/2);

3° un projet d'arrêté ministériel "fixant la composition du jury, le programme et le règlement de l'examen d'accession au grade de rédacteur de greffe et de secrétariat de parquet" (L. 27.869/2),

a donné le 29 octobre 1998 l'avis suivant :

3° een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de samenstelling van de examencommissie, van het programma en het reglement van het examen voor overgang tot de graad van opsteller bij de griffie en bij het parketsecretariaat" (L. 27.869/2),

heeft op 29 oktober 1998 het volgende advies gegeven :

I. Observations générales

A. Projet d'arrêté royal concernant les concours et les examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des membres des greffes et des secrétariats des parquets et du personnel des greffes et des secrétariats des parquets (L. 27.867/2).

Le projet entend mettre en oeuvre plusieurs dispositions du Code judiciaire prévoyant l'organisation de concours et d'examens pour le recrutement de personnes assumant différentes fonctions au sein des greffes des juridictions et des secrétariats des parquets.

En vertu des articles 185, alinéa 1er, 270, 3°, 271, alinéa 1er, 2°, 272ter, alinéa 1er, 3°, 281, § 3, alinéa 1er, 282, 3°, 283, alinéa 1er, 2° et 285, alinéa 3, du Code judiciaire, il appartient au Roi d'organiser ces concours et ces examens devant des jurys institués par le Ministre de la Justice.

Ces dispositions législatives habilitent ainsi le Roi à prendre toutes les mesures réglementaires qui s'imposent pour l'organisation de ces épreuves, le Ministre de la Justice devant, quant à lui, mettre en place les jurys en observant les règles prises par le Roi.

L'arrêté en projet contient cependant de nombreuses délégations de pouvoirs au profit du Ministre de la Justice de sorte que certaines règles essentielles feront l'objet d'arrêtés ministériels.

Outre l'article 1er dont la portée est trop générale, il en est en particulier ainsi des programmes des concours et des examens (article 4 du projet), du nombre de points attribués à l'ensemble du concours et à chacune des épreuves, ainsi que du seuil minimum de points exigé pour l'ensemble du concours, pour chaque épreuve ou encore pour chaque matière (article 17 du projet), du nombre de points attribués à l'ensemble de l'examen et à chacune des épreuves, ainsi que du seuil minimum exigé pour la réussite de ces examens et épreuves (article 21 du projet) ou encore des cours préparatoires aux examens visés au chapitre V de l'arrêté en projet (article 23 du projet).

De telles subdélégations sont excessives et ont pour effet de réduire l'arrêté royal en projet à un arrêté de cadre, laissant au Ministre de la Justice le réel pouvoir réglementaire.

Compte tenu des dispositions précitées du Code judiciaire, l'arrêté en projet doit être fondamentalement revu pour éviter ces subdélégations.

C'est sous la réserve de cette observation générale, que des observations particulières sont formulées.

B. Projet d'arrêté ministériel fixant la composition du jury, le programme et le règlement des concours de recrutement pour les grades d'assistant de médiation et assistant social (L. 27.868/2).

1. Certaines dispositions de l'arrêté ministériel en projet doivent être directement intégrées dans l'arrêté royal en projet, "concernant les concours et les examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des membres des greffes et des secrétariats des parquets et du personnel des greffes et des secrétariats des parquets.".

Il en est ainsi des articles 2, 3 et 4 du projet.

Il y a lieu également de déplacer les alinéas 2 et 3 de l'article 6 du projet dans l'arrêté royal en projet, dans la mesure où ces dispositions déterminent les conditions mises à la présence des délégués des organisations syndicales représentatives lors des concours.

L'article 14 du projet étant étroitement lié aux articles 12 et 13 de l'arrêté royal en projet, il convient de l'y intégrer.

Quant à l'article 16 du projet, il trouverait mieux sa place dans l'article 8 de l'arrêté royal en projet, dans la mesure où il fixe un cas d'exclusion du concours.

2. Plusieurs dispositions du projet s'inspirent d'un arrêté du Secrétaire permanent au recrutement du 3 novembre 1994 fixant le règlement d'ordre intérieur relatif à l'organisation des concours de recrutement, des examens de carrière et des examens linguistiques.

Il s'agit notamment des articles 7, 8, 9, 10, 11 et 12 du projet.

Il convient cependant de constater que ces dispositions n'énoncent pas de règles de droit mais concernent plus particulièrement l'organisation pratique des concours.

De telles dispositions n'ont, dès lors, pas leur place dans un texte réglementaire.

Il serait préférable qu'elles apparaissent dans une circulaire ministérielle fixant les règles pratiques communes à l'ensemble des concours et examens et qui serait portée à la connaissance de tous les candidats au moment de leur convocation.

La même remarque vaut pour les articles 13 et 15 du projet.

En conséquence, l'arrêté ministériel en projet doit être fondamentalement revu.

C. Projet d’arrêté ministériel fixant la composition du jury, le programme et le règlement de l’examen d’accession au grade de rédacteur de greffe et de secrétariat de parquet (L. 27.869/2).

1. Certaines dispositions de l’arrêté ministériel en projet doivent être directement intégrées dans l’arrêté royal en projet, "concernant les concours et les examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des membres des greffes et des secrétariats des parquets et du personnel des greffes et des secrétariats des parquets".

Il en est ainsi des articles 2, 3 et 4 du projet.

Il y a lieu également de déplacer les alinéas 2 et 3 de l’article 6 du projet dans l’arrêté royal en projet, dans la mesure où ces dispositions déterminent les conditions mises à la présence des délégués des organisations syndicales représentatives lors du déroulement des concours.

L’article 15 du projet étant étroitement lié aux articles 12 et 13 de l’arrêté royal en projet, il convient de l’y intégrer.

Quant à l’article 16 du projet, il trouverait mieux sa place dans l’article 8 de l’arrêté royal en projet, dans la mesure où il fixe un cas d’exclusion du concours.

2. Plusieurs dispositions en projet s'inspirent d'un arrêté du Secrétaire permanent au recrutement du 3 novembre 1994 fixant le règlement d'ordre intérieur relatif à l'organisation des concours de recrutement, des examens de carrière et des examens linguistiques.

Il s'agit notamment des articles 7, 8, 9, 10, 11 et 12 du projet.

Il convient cependant de constater que ces dispositions n'énoncent pas de règles de droit mais concernent plus particulièrement l'organisation pratique des concours.

De telles dispositions n'ont, dès lors, pas leur place dans un texte réglementaire.

Il serait préférable qu'elles apparaissent dans une circulaire ministérielle fixant les règles pratiques communes à l'ensemble des concours et examens et qui serait portée à la connaissance de tous les candidats au moment de leur convocation.

La même remarque vaut pour les articles 13 et 14 du projet.

En conséquence, l'arrêté ministériel en projet doit être fondamentalement revu.

II. Observations particulières sur le projet d'arrêté royal concernant les concours et les examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des membres des greffes et des secrétariats des parquets et du personnel des greffes et des secrétariats des parquets (L. 27.867/2)

Formalités préalables

Parmi les pièces transmises au Conseil d'Etat, figure une lettre du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions datée du 5 mai 1998, par laquelle il donne son accord à l'arrêté en projet et informe le Ministre de la Justice de l'accord conjoint du Ministre du Budget.

En vertu de l'article 7, alinéa 2, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994, relatif au contrôle administratif et budgétaire, l'accord du Ministre de la Fonction publique à propos de modifications apportées au statut des membres du personnel des départements, services et corps spéciaux de l'Etat, n'est requis que lorsqu'il est prescrit par un texte légal ou réglementaire.

En l'espèce, cette disposition légale ou réglementaire fait défaut de sorte que l'accord du Ministre de la Fonction publique ne doit pas être indiqué dans le préambule de l'arrêté en projet.

Le 9 octobre 1998, le fonctionnaire délégué a transmis au Conseil d'Etat une lettre du Ministre du Budget du 31 mars 1998, adressée au Ministre de la Fonction publique.

Compte tenu qu'il résulte de cette lettre que le Ministre du Budget a donné son accord sur l'arrêté en projet le 31 mars 1998, il convient de remplacer, dans le préambule, la date du 5 mai 1998 par celle du 31 mars 1998.

Préambule

Il convient de mentionner toutes les modifications expresses et encore en vigueur apportées aux dispositions du Code judiciaire, visées à l'alinéa 1er. En effet, outre la loi du 17 février 1997, les lois des 15 juillet 1970, 1er février 1977 et 20 mai 1997 ont également modifié certaines des dispositions citées. De plus, les articles 284 et 284bis ont respectivement été abrogés par les lois des 20 mai 1997 et 17 février 1997.

On écrira dès lors :

"Vu le Code judiciaire, notamment l'article 185, alinéa 1er, modifié par les lois des 15 juillet 1970 et 17 février 1997, l'article 269ter, inséré par la loi du 17 février 1997, l'article 270, remplacé par la loi du 17 février 1997, l'article 271, modifié par les lois des 17 février 1997 et 20 mai 1997, les articles 272ter et

280bis, insérés par la loi du 17 février 1997, l'article 281, modifié par les lois des 1er février 1977, 17 février 1997 et 20 mai 1997, l'article 282, remplacé par la loi du 17 février 1997, et les articles 283 et 285, modifiés par la loi du 17 février 1997;".

Dispositif

Article 6

Parmi les mentions devant apparaître dans l'avis annonçant le concours ou l'examen, ne figurent pas les diplômes ou certificats requis. Il convient de compléter la disposition en projet sur ce point.

Article 7

Conformément aux articles 269ter, 280bis et 282, 3°, du Code judiciaire, seules peuvent participer aux examens en vue de la délivrance du certificat de candidat-greffier ou du certificat de candidat-secrétaire ou d'une nomination en tant que rédacteur au secrétariat d'un parquet, les personnes qui, au moment de la clôture des inscriptions, remplissent les conditions de diplôme et d'ancienneté fixées par le Code judiciaire.

Compte tenu de ces dispositions, il n'y a pas lieu de maintenir la première phrase de l'alinéa 2 de l'article 7 du projet.

Article 8

Cette disposition traite plus particulièrement des modalités de participation aux épreuves. Il serait sans doute utile de compléter cette disposition par une autre habilitant le Ministre de la Justice à établir un règlement d'ordre relatif au déroulement des épreuves. Pareille habilitation a été donnée au secrétaire permanent au recrutement par l'article 5 de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat.

Article 14

1. L'alinéa 1er du paragraphe 1er fait référence aux "auxiliaires" des jurys sans autre précision. Selon le fonctionnaire délégué, il s'agit des membres du personnel du ministère de la Justice qui sont notamment chargés de la surveillance des concours et examens.

Afin de clarifier le texte, il y a lieu de compléter l'article 5, 1°, du projet en habilitant le Ministre de la Justice à désigner ces auxiliaires.

2. Il y a lieu de compléter le paragraphe 1er par un nouvel alinéa afin de prévoir que les attributions qui reviennent au Secrétaire permanent au recrutement en vertu de l'arrêté royal du 22 avril 1974 fixant les allocations et indemnités accordées aux membres, secrétaires et auxiliaires

des jurys des épreuves organisées ou présidées par le Secrétaire permanent au recrutement, sont en l'espèce exercées par le Ministre de la Justice. Une telle disposition s'avère nécessaire pour la mise en oeuvre, notamment, de l'article 3, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 avril 1974, précité.

3. Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, au paragraphe 2, alinéa 1er, 1° et 2°, il y a lieu de préciser que les frais de parcours sont calculés conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et que les frais de séjour le sont en vertu de l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

4. Interrogé sur la portée de l'alinéa 2 du paragraphe 2, le fonctionnaire délégué a fait référence à deux arrêtés ministériels qui rendent applicables aux membres de l'ordre judiciaire et au personnel des services judiciaires les arrêtés royaux précités en matière de frais de parcours et de séjour.

Il s'agit, d'une part, de l'arrêté ministériel du 2 juin 1965 déterminant pour le ministère de la Justice certaines assimilations en matière de frais de parcours et, d'autre part, de l'arrêté ministériel du 29 septembre 1970 déterminant les catégories dans lesquelles sont rangés les membres et le personnel de l'ordre judiciaire en vue de

l'application de l'article 2 de l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères (1).

Afin d'expliciter la portée de cet alinéa 2, il y a lieu de viser les différentes hypothèses dans lesquelles les membres du jury auront droit soit à l'indemnité prévue pour la catégorie comprenant les rangs 10 et 13 (et non 14) soit à l'indemnité prévue pour la catégorie comprenant les rangs 15 à 17.

Article 15

1. A l'alinéa 1er, 2°, il est proposé de remplacer les termes "à la communication écrite" par les termes "à la rédaction".

La même observation vaut pour l'article 20, § 2, 2°.

2. L'alinéa 3 est particulièrement vague. Il y a lieu de le préciser.

---

(1) Ces arrêtés ministériels n'ont jamais fait l'objet d'une publication au Moniteur belge.

Article 16

Cette disposition s'inspire dans une large mesure de l'article 14ter de l'arrêté royal du 17 septembre 1969, précité.

Il convient de préciser dans l'alinéa 2 que le Ministre de la Justice détermine la nature de l'épreuve préalable, et la matière sur laquelle elle portera, en tenant compte des fonctions pour lesquelles le concours ou l'examen est organisé.

Article 20

Le paragraphe 2 est trop imprécis. Il y a lieu d'indiquer clairement quels sont les grades visés et de distinguer les matières des épreuves en fonction de ces grades.

En conséquence, ce paragraphe doit être complètement revu.

Article 23

1. A l'alinéa 2 du paragraphe 1er, il y a lieu de préciser les dispositions réglementaires qu'il convient de prendre en considération.

2. Le paragraphe 2 gagnerait en clarté si l'on indiquait le montant maximum de l'allocation accordée aux personnes chargées de donner les cours, en fonction de la durée de chaque prestation, soit huit mille francs par prestation d'une journée, quatre mille francs par prestation d'une demi-journée et deux mille francs par prestation d'un quart de journée.

Article 24

Il convient de mentionner toutes les modifications expresses et encore en vigueur apportées aux dispositions qui sont abrogées par le texte en projet.

L'article 24 du projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 24. Sont abrogés :

1° dans l'arrêté royal du 21 octobre 1968 relatif au statut des attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation, les articles 5 et 6, l'article 7, modifié par l'arrêté royal du 12 avril 1977, et les articles 9 et 10;

2° dans l'arrêté royal du 30 mai 1970 relatif au statut des greffiers de l'Ordre judiciaire, du personnel des greffes des Cours et tribunaux et du personnel des parquets, les articles 1er et 2, l'article 3, modifié par l'arrêté royal du 22 octobre 1992, les articles 4 à 6, l'arti-

cle 7, modifié par l'arrêté royal du 22 octobre 1992, les articles 8 à 10, l'article 11, modifié par l'arrêté royal du 22 octobre 1992, les articles 12 à 18, l'article 19, modifié par l'arrêté royal du 16 octobre 1975, les articles 20 et 21, les articles 22 et 23, modifiés par l'arrêté royal du 22 octobre 1992, les articles 24 et 25, l'article 26, modifié par l'arrêté royal du 16 octobre 1975, l'article 27, modifié par l'arrêté royal du 22 octobre 1992, l'article 28, modifié par l'arrêté royal du 8 décembre 1981, l'article 29, les articles 30 à 34, modifiés par l'arrêté royal du 8 décembre 1981, l'article 35, les articles 36 à 40, modifiés par l'arrêté royal du 22 octobre 1992, les articles 41 et 42, l'article 43, modifié par l'arrêté royal du 22 octobre 1992, l'article 44, modifié par l'arrêté royal du 16 octobre 1975, et les articles 45 à 50.".

Observation finale

Le texte néerlandais des projets examinés est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines observations à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

I. Algemene opmerkingen

A. Ontwerp van koninklijk besluit betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van de leden van de griffies en van de parketsecretariaten en van het personeel van de griffies en de parketsecretariaten (L. 27.867/2).

Het ontwerp strekt tot de uitvoering van verscheidene bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek die de organisatie regelen van al dan niet vergelijkende examens voor de werving van personen die verschillende functies uitoefenen op de griffies van de rechtbanken en op de parketsecretariaten.

Krachtens de artikelen 185, eerste lid, 270, 3°, 271, eerste lid, 2°, 272ter, eerste lid, 3°, 281, § 3, eerste lid, 282, 3°, 283, eerste lid, 2° en 285, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek komt het toe aan de Koning om die al dan niet vergelijkende examens vóór examencommissies ingesteld door de Minister van Justitie te organiseren.

De betrokken wetsbepalingen verlenen aldus de Koning de machtiging om alle verordeningsmaatregelen te nemen die nodig zijn voor het organiseren van die examens, terwijl het de taak is van de Minister van Justitie om de examencommissies in te stellen met inachtneming van de door de Koning uitgevaardigde regels.

Het ontworpen besluit bevat echter talrijke bevoegdheidsdelegaties aan de Minister van Justitie, zodat sommige basisregels in ministeriële besluiten zullen worden vastgelegd.

Dat geldt niet alleen voor artikel 1, waarvan de strekking te algemeen is, maar meer bepaald ook voor de programma's van de al dan niet vergelijkende examens (artikel 4 van het ontwerp), voor het vaststellen van het totale aantal punten dat op het vergelijkend examen behaald kan worden en van het aantal punten dat per examengedeelte behaald kan worden, en voor het minimum aantal punten dat voor het hele vergelijkend examen, voor elk examengedeelte, of nog voor elk vak behaald moet worden (artikel 17 van het ontwerp), voor het vaststellen van het totale aantal punten dat op het examen behaald kan worden en van het aantal punten dat per examengedeelte behaald kan worden, en voor het minimum aantal punten dat behaald moet worden om te slagen voor die examens en die examengedeelten (artikel 21 van het ontwerp), of nog voor de cursussen ter voorbereiding van de examens genoemd in hoofdstuk V van het ontworpen besluit (artikel 23 van het ontwerp).

Zodanige subdelegaties gaan te ver en leiden ertoe dat het ontworpen koninklijk besluit niet meer is dan een kaderbesluit, waarbij de eigenlijke regelgevende bevoegdheid aan de Minister van Justitie wordt gelaten.

Rekening houdend met de genoemde bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek moet het ontworpen besluit grondig worden herzien om die subdelegaties te voorkomen.

De hiernavolgende bijzondere opmerkingen worden gemaakt onder voorbehoud van deze algemene opmerking.

B. Ontwerp van ministerieel besluit tot vaststelling van de samenstelling van de examencommissie en van het programma van de vergelijkende wervingsexamens voor de graden van bemiddelingsassistent en maatschappelijk assistent (L. 27.868/2).

1. Sommige bepalingen van het ontworpen ministerieel besluit moeten rechtstreeks opgenomen worden in het ontworpen koninklijk besluit "betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van de leden van de griffies en van de parketsecretariaten en van het personeel van de griffies en de parketsecretariaten".

Dat geldt voor de artikelen 2, 3 en 4 van het ontwerp.

Tevens dienen het tweede en het derde lid van artikel 6 van het ontwerp verplaatst te worden naar het ontworpen koninklijk besluit, aangezien die bepalingen de voorwaarden vaststellen betreffende de aanwezigheid van de afgevaardigden van de representatieve vakorganisaties tijdens de vergelijkende examens.

Aangezien artikel 14 van het ontwerp nauw samenhangt met de artikelen 12 en 13 van het ontworpen koninklijk besluit, behoort het in dat besluit te worden opgenomen.

Artikel 16 van het ontwerp hoort veeleer thuis in artikel 8 van het ontworpen koninklijk besluit, aangezien hierin een geval van uitsluiting van het vergelijkend examen wordt geregeld.

2. Verscheidene bepalingen van het ontwerp zijn gebaseerd op een besluit van de Vaste Wervingssecretaris van 3 november 1994 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement betreffende de organisatie van de wervings-, loopbaan- en taalexamens.

Het gaat onder meer om de artikelen 7, 8, 9, 10, 11 en 12 van het ontwerp.

Op te merken valt echter dat deze bepalingen geen rechtsregels bevatten, maar meer bepaald betrekking hebben op de praktische organisatie van de vergelijkende examens.

Zulke bepalingen horen dan ook niet thuis in een verordeningstekst.

Het zou beter zijn ze op te nemen in een ministeriële circulaire waarbij de praktische regels worden vastgesteld die voor alle al dan niet vergelijkende examens

gelden, en die aan alle gegadigden ter kennis wordt gebracht wanneer zij worden opgeroepen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 13 en 15 van het ontwerp.

Het ontworpen ministerieel besluit moet bijgevolg grondig worden herzien.

C. Ministerieel besluit tot vaststelling van de samenstelling van de examencommissie, van het programma en het reglement van het examen voor overgang tot de graad van opsteller bij de griffie en bij het parketsecretariaat (L. 27.869/2).

1. Sommige bepalingen van het ontworpen ministerieel besluit moeten rechtstreeks opgenomen worden in het ontworpen koninklijk besluit "betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van de leden van de griffies en van de parketsecretariaten en van het personeel van de griffies en de parketsecretariaten".

Dat geldt voor de artikelen 2, 3 en 4 van het ontwerp.

Tevens dienen het tweede en het derde lid van artikel 6 van het ontwerp verplaatst te worden naar het ontworpen koninklijk besluit, aangezien die bepalingen de voorwaarden vaststellen betreffende de aanwezigheid van de afgevaardigden van de representatieve vakorganisaties tijdens het verloop van de vergelijkende examens.

Aangezien artikel 15 van het ontwerp nauw samenhangt met de artikelen 12 en 13 van het ontworpen koninklijk besluit, behoort het in dat besluit te worden opgenomen.

Artikel 16 van het ontwerp hoort veeleer thuis in artikel 8 van het ontworpen koninklijk besluit, aangezien hierin een geval van uitsluiting van het vergelijkend examen wordt geregeld.

2. Verscheidene ontworpen bepalingen zijn gebaseerd op een besluit van de Vaste Wervingssecretaris van 3 november 1994 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement betreffende de organisatie van de wervings-, loopbaan- en taalexamens.

Het gaat onder meer om de artikelen 7, 8, 9, 10, 11 en 12 van het ontwerp.

Op te merken valt echter dat deze bepalingen geen rechtsregels bevatten, maar meer bepaald betrekking hebben op de praktische organisatie van de vergelijkende examens.

Zulke bepalingen horen dan ook niet thuis in een verordeningstekst.

Het zou beter zijn ze op te nemen in een ministeriële circulaire waarbij de praktische regels worden vastgesteld die voor alle al dan niet vergelijkende examens gelden, en die aan alle gegadigden ter kennis wordt gebracht wanneer zij worden opgeroepen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 13 en 14 van het ontwerp.

Het ontworpen ministerieel besluit moet bijgevolg grondig worden herzien.

II. Bijzondere opmerkingen aangaande het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van de leden van de griffies en van de parketsecretariaten en van het personeel van de griffies en de parketsecretariaten (L. 27.867/2)

Voorafgaande vormvereisten

Bij de stukken die aan de Raad van State zijn overgezonden, bevindt zich een brief van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken d.d. 5 mei 1998, waarin hij akkoord gaat met het ontworpen besluit en waarbij hij de Minister van Justitie meedeelt dat ook de Minister van Begroting ermee akkoord gaat.

Luidens artikel 7, tweede lid, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole moet de Minister van Ambtenarenzaken zich alleen akkoord verklaren met wijzigingen in het statuut van de personeelsleden van de departementen, diensten en bijzondere korpsen van de Staat wanneer zulks is voorgeschreven bij een wets- of verordeningsbepaling.

In het onderhavige geval is er geen zulke wets- of verordeningsbepaling, zodat het niet nodig is in de aanhef van het ontworpen besluit melding te maken van de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken.

Op 9 oktober 1998 heeft de gemachtigde ambtenaar een brief d.d. 31 maart 1998 van de Minister van Begroting, gericht aan de Minister van Ambtenarenzaken, overgezonden aan de Raad van State.

Aangezien uit die brief blijkt dat de Minister van Begroting zich op 31 maart 1998 akkoord heeft verklaard met het ontworpen besluit, behoort in de aanhef de datum van 5 mei 1998 vervangen te worden door de datum van 31 maart 1998.

Aanhef

Alle uitdrukkelijke en nog geldende wijzigingen die zijn aangebracht in de in het eerste lid genoemde bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, moeten worden vermeld. Naast

de wet van 17 februari 1997, hebben ook de wet van 15 juli 1970, die van 1 februari 1977 en die van 20 mei 1997 sommige van de genoemde bepalingen gewijzigd. Bovendien zijn de artikelen 284 en 284bis respectievelijk door de wet van 20 mei 1997 en de wet van 17 februari 1997 opgeheven.

Men schrijve dus :

"Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 185, eerste lid, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1970 en 17 februari 1997, op artikel 269ter, ingevoegd bij de wet van 17 februari 1997, op artikel 270, vervangen bij de wet van 17 februari 1997, op artikel 271, gewijzigd bij de wetten van 17 februari 1997 en 20 mei 1997, op de artikelen 272ter en 280bis, ingevoegd bij de wet van 17 februari 1997, op artikel 281, gewijzigd bij de wetten van 1 februari 1977, 17 februari 1997 en 20 mei 1997, op artikel 282, vervangen bij de wet van 17 februari 1997, en op de artikelen 283 en 285, gewijzigd bij de wet van 17 februari 1997;".

Bepalend gedeelte

Artikel 6

Bij de zaken die vermeld moeten worden in het bericht waarbij het al dan niet vergelijkend examen wordt aangekondigd, ontbreken de vereiste diploma’s of

getuigschriften. De ontworpen bepaling dient op dat punt te worden aangevuld.

Artikel 7

Overeenkomstig de artikelen 269ter, 280bis en 282, 3˚, van het Gerechtelijk Wetboek kunnen alleen zij die op het tijdstip waarop de inschrijvingen worden afgesloten, aan de in het Gerechtelijk Wetboek vastgestelde diploma- en anciënniteitsvereisten voldoen, deelnemen aan de examens met het oog op het behalen van een getuigschrift van kandidaat-griffier of kandidaat-secretaris of met het oog op een benoeming tot opsteller bij het parketsecretariaat.

Rekening houdend met die bepalingen is er geen grond om in artikel 7, tweede lid, van het ontwerp, de eerste zin te behouden.

Artikel 8

Deze bepaling bevat inzonderheid de nadere regels voor deelneming aan de examengedeelten. Het zou wellicht nuttig zijn die bepaling aan te vullen met een andere bepaling die de Minister van Justitie ertoe machtigt een reglement van orde betreffende het verloop van de examen-gedeelten op te stellen. De vaste wervingssecretaris heeft zulk een machtiging gekregen bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel.

Artikel 14

1. In paragraaf 1, eerste lid, wordt verwezen naar de "helpers" van de examencommissies zonder dat dit begrip wordt verduidelijkt. Volgens de gemachtigde ambtenaar heeft dit begrip betrekking op de personeelsleden van het Ministerie van Justitie die meer bepaald toezicht houden tijdens de examens en de vergelijkende examens.

Ter verduidelijking van de tekst behoort artikel 5, 1°, van het ontwerp te worden aangevuld met een bepaling die de Minister van Justitie ertoe machtigt om die helpers aan te wijzen.

2. Paragraaf 1 behoort te worden aangevuld met een nieuw lid waarin wordt bepaald dat de bevoegdheden die krachtens het koninklijk besluit van 22 april 1974 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen voor de leden, secretarissen en helpers van de examencommissies van de examens georganiseerd of voorgezeten door de Vaste Wervingssecretaris aan de vaste wervingssecretaris toekomen, in casu door de Minister van Justitie worden uitgeoefend. Zulk een bepaling blijkt noodzakelijk, inzonderheid voor de toepassing van artikel 3, § 2, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 22 april 1974.

3. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in paragraaf 2, eerste lid, 1° en 2°, moet worden vermeld dat de reiskosten moeten worden berekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en dat de verblijfkosten moeten worden berekend op basis van het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries.

4. Toen de gemachtigde ambtenaar is gevraagd wat de strekking van paragraaf 2, tweede lid, is, heeft hij verwezen naar twee ministeriële besluiten die de voormelde koninklijke besluiten inzake reis- en verblijfkosten van toepassing maken op de leden van de rechterlijke orde en op het personeel van de gerechtelijke diensten.

Het betreft enerzijds het ministerieel besluit van 2 juni 1965 tot bepaling van sommige gelijkstellingen inzake reiskosten voor het Ministerie van Justitie en anderzijds het ministerieel besluit van 29 september 1970 tot bepaling van de categorieën waarin de leden en het personeel van de rechterlijke orde zijn gerangschikt met het oog op de toepassing van artikel 2 van het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens

verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries (1).

Teneinde de strekking van dit tweede lid te verduidelijken, moeten de verschillende gevallen worden vermeld waarin de leden van de examencommissies recht hebben hetzij op de vergoeding bepaald voor de categorie waartoe rang 10 en rang 13 (en niet rang 14) behoren, hetzij op de vergoeding bepaald voor de categorie waartoe de rangen 15 tot 17 behoren.

Artikel 15

1. Voorgesteld wordt in het eerste lid, 2°, de woorden "vaardigheden tot schriftelijke communicatie" te vervangen door de woorden "vaardigheid om een tekst op te stellen".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 20, § 2, 2°.

2. Het derde lid is bijzonder vaag. Het moet worden verduidelijkt.

---

(1) Die ministeriële besluiten zijn nooit in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

Artikel 16

Deze bepaling is in ruime mate gebaseerd op artikel 14ter van het voornoemde koninklijk besluit van 17 september 1969.

In het tweede lid moet worden vermeld dat de Minister van Justitie de aard van het voorafgaande examengedeelte en de examenstof waarop dat gedeelte betrekking heeft, bepaalt naargelang van de ambten waarvoor het examen of het vergelijkend examen wordt georganiseerd.

Artikel 20

Paragraaf 2 is te vaag. Er moet duidelijk worden vermeld voor welke graden het examen bedoeld is en op basis van die graden moet een onderscheid tussen de geëxamineerde vakken worden gemaakt.

Deze paragraaf moet derhalve volledig worden herzien.

Artikel 23

1. In paragraaf 1, tweede lid, moet worden vermeld welke verordeningsbepalingen bedoeld worden.

2. Paragraaf 2 zou duidelijker zijn indien het maximumbedrag wordt aangegeven van de vergoeding toegekend aan de personen die met het geven van de cursussen worden belast, naargelang van de duur van de prestatie, namelijk achtduizend frank voor een hele dag, vierduizend frank voor een halve dag en tweeduizend frank voor een vierde van een dag.

Artikel 24

Alle uitdrukkelijke en nog geldende wijzigingen van de bepalingen die door de ontworpen tekst worden opgeheven, moeten worden vermeld.

Het zou beter zijn artikel 24 van het ontwerp als volgt te stellen :

"Art. 24. Opgeheven worden :

1° in het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende het statuut van de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie, de artikelen 5 en 6, artikel 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 april 1977, en de artikelen 9 en 10;

2° in het koninklijk besluit van 30 mei 1970 betreffende het statuut van de griffiers der rechterlijke orde, van het personeel der griffies van hoven en rechtbanken en van het personeel der parketten, de artikelen 1 en 2, artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 oktober 1992, de artikelen 4 tot 6, artikel 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 oktober 1992, de artikelen 8 tot 10, artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 oktober 1992, de artikelen 12 tot 18, artikel 19, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 oktober 1975, de artikelen 20 en 21, de artikelen 22 en 23, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 oktober 1992, de artikelen 24 en 25, artikel 26, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 oktober 1975, artikel 27, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 oktober 1992, artikel 28, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 december 1981, artikel 29, de artikelen 30 tot 34, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 december 1981, artikel 35, de artikelen 36 tot 40, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 oktober 1992, de artikelen 41 en 42, artikel 43, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 oktober 1992, artikel 44, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 oktober 1975, en de artikelen 45 tot 50.".

Slotopmerking

De Nederlandse tekst van de onderzochte ontwerpen is voor verbetering vatbaar. Zo bijvoorbeeld wordt in het ontwerp van koninklijk besluit een examen niet "ingericht" (artikel 1), doch "georganiseerd". In artikel 3 vervange men de woorden "volgens één of meer van de volgende modaliteiten" door de woorden "in één of meer van de volgende vormen". In artikel 6, derde lid, 1°, schrijve men "in welke vorm" in plaats van "onder welke vorm". Het woord "proef" (artikel 8 e.v.) is in deze context onnederlands; men schrijve "examengedeelte". In artikel 8 schrijve men "toegestane documentatie" in plaats van "toegelaten documentatie". Artikel 17, § 1, eerste lid, moet als volgt worden gesteld : "... aan het vergelijkend examen in zijn geheel, aan ieder examengedeelte en in voorkomend geval aan de onderdelen ervan wordt toegekend". Deze opmerkingen gelden eveneens voor de twee ontwerpen van ministerieel besluit.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	Y. KREINS,	conseiller d'Etat, président, staatsraad, voorzitter,
	P. LIENARDY, P. QUERTAINMONT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	P. GOTHOT, J.-M. FAVRESSE,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madam Mevrouw	B. VIGNERON,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. JOTTRAND, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. JOTTRAND, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS